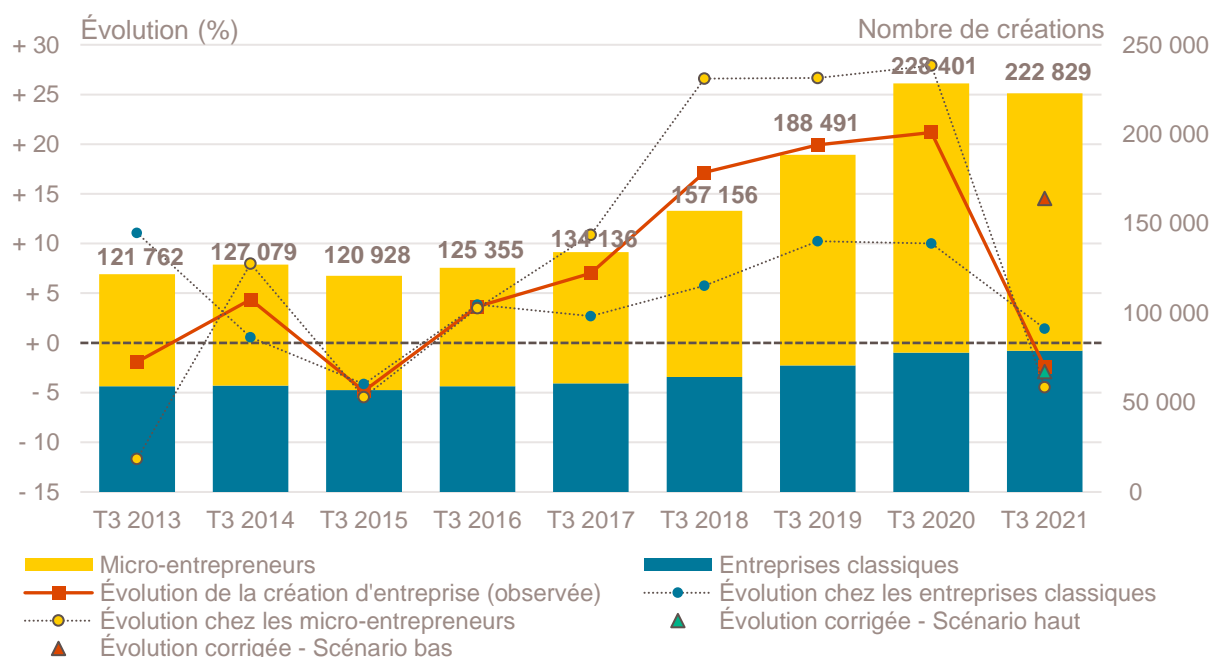


Au troisième trimestre de l'année 2021, **222 829 entreprises** ont été créées en France, parmi lesquelles 143 781 micro-entrepreneurs, soit 65 % du nombre total de créations.

La création d'entreprise sur ce trimestre recule faiblement par rapport au T3 2020 (- 2 %), interrompant ainsi la tendance haussière observée à partir de la fin du premier confinement à l'été 2020 (de + 21 % au T3 2020 à + 59 % au T2 2021). **Cet essoufflement concerne surtout les micro-entrepreneurs**, tandis que les entreprises classiques progressent faiblement par rapport au T3 2020 (respectivement - 4 % et + 1 %). Voir l'Annexe 1 pour la série historique.

Toutefois, **une partie de cette baisse s'explique par un effet de base lié à la forte reprise observée depuis l'été 2020, qui elle-même était liée à l'effondrement des créations d'entreprises en avril-mai 2020** (- 18 % au T3 2020 par rapport au T3 2019) du fait de l'arrêt brutal de la plupart des activités en raison du premier confinement. Mais en comparant le nombre de créations observées au T3 2021 à une valeur théorique au T3 2020 qui ferait abstraction de l'effet de confinement¹, **l'évolution estimée de la dynamique entrepreneuriale sur ce troisième trimestre de 2021 serait alors comprise entre - 3 % et + 15 %**; 0 à - 17 points seraient donc dus à l'effet de base. Ainsi **la dynamique entrepreneuriale semble presque suivre son cours normal au T3 2021**, l'évolution observée se situant dans cette fourchette d'évolution théorique, même si elle est très proche de la fourchette basse.

Évolution trimestrielle du nombre de créations d'entreprises en France, T3 2013-2021



Note de lecture : une partie des évolutions sont liées à l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut, en raison de la forte reprise suite à un premier semestre 2020 anormalement en creux. Ce biais est corrigé grâce à deux projections de la création par lissage exponentiel ; le scénario haut et le scénario bas (marqués en triangle). L'effet de base est plus important dans le scénario bas (et donc l'évolution corrigée est supérieure), car la base projetée est plus faible en 2020.

Lecture : au 3^e trimestre 2021, le nombre de créations d'entreprises s'établit à 222 829 (- 2 % par rapport au T3 2020), dont 79 048 entreprises classiques (+ 1 %) et 143 781 micro-entrepreneurs (- 4%).

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

¹ Ces estimations sont effectuées par lissage exponentiel en projetant les données de la création d'entreprise entre janvier 2009 et février 2020 pour le scénario bas et entre janvier 2017 et février 2020 pour le scénario haut, afin d'obtenir des valeurs théoriques ignorant l'effet de la crise sanitaire. Le scénario haut projette un niveau de création d'entreprise plus élevé en 2020, d'où une évolution inférieure en 2021, par rapport au scénario bas qui lui projette un niveau de création plus faible.

Tendances sectorielles

Au T3 2021, la création d'entreprise est en baisse par rapport à la même période de 2020 dans huit secteurs (entre - 31 % dans la restauration et - 8 % dans la construction) et **en hausse dans dix secteurs** (entre + 2 % dans l'industrie et + 31 % dans les services en direction des personnes).

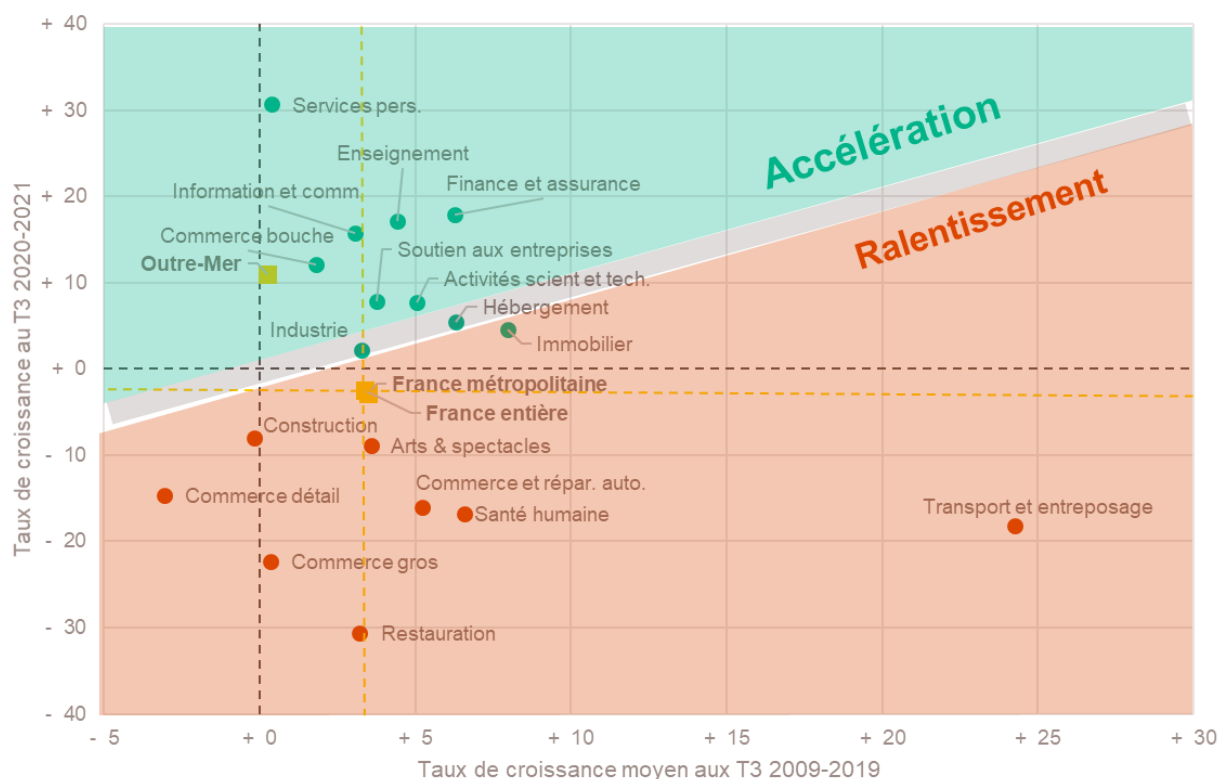
Les secteurs en baisse sont aussi en ralentissement par rapport à leur tendance de long terme.

Le recul observé est particulièrement important dans le Transport et entreposage où le nombre de créations d'entreprise recule de 20 % au T3 2021 alors qu'il a progressé de près de 25 % au même trimestre pendant les dix années avant la crise ; mais une grande partie de ce recul est liée à l'effet de base des mois de juillet à septembre 2020 qui ont été exceptionnellement haut en création dans ce secteur (voir page suivante).

L'**immobilier**, où la création d'entreprise est en hausse (+ 5 % par rapport au T3 2020), voit son élan entrepreneurial **ralentir** par rapport à son évolution de longue période (+ 8 % en moyenne aux T3 2009-2019).

Tandis que la dynamique entrepreneuriale dans l'hébergement et l'industrie évolue à leur rythme respectif de long terme, sept secteurs accélèrent : en particulier les services en direction des personnes, et dans une moindre mesure l'enseignement, l'information et communication, la finance et assurance, les commerces de bouche, le soutien aux entreprises et les activités scientifiques et techniques). Voir l'[Annexe 2](#) pour le détail sectoriel.

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par secteur, T3 2021



Lecture : la création d'entreprise dans le commerce de détail a baissé de - 15 % au T3 2021 par rapport au T3 2020. Elle était en baisse sur les T3 entre 2009 et 2019 (- 3 % en moyenne). Le commerce de détail est donc un secteur dont la création d'entreprise est en recul à court terme et en ralentissement par rapport à sa tendance de long terme sur ce trimestre.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprise à court terme (entre les T3 2020 et 2021 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme avant la crise sanitaire (aux T3 de la période 2009-2019 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les secteurs en ralentissement (en accélération) au T3 2021 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillé jaune permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise de chaque secteur par rapport à la moyenne nationale. Une partie des évolutions sont liées à l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

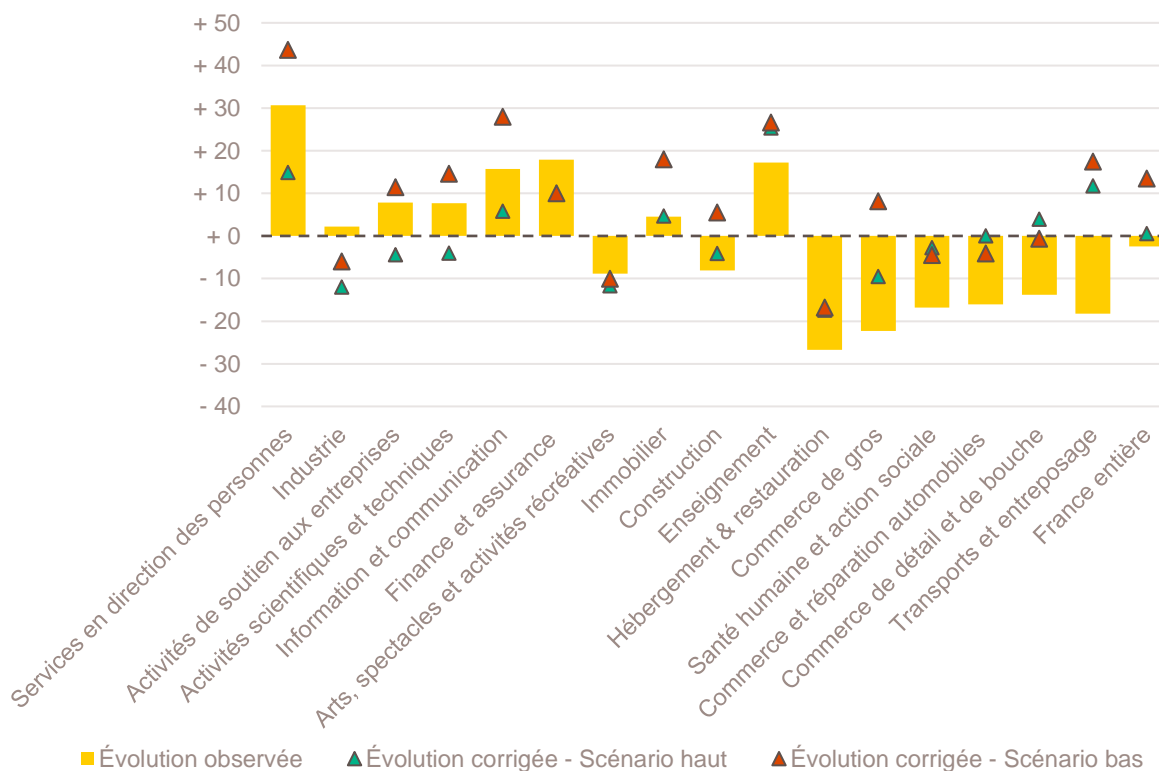
Cependant, ces évolutions observées intègrent l'effet disruptif du nombre très élevé de créations constaté dans tous les secteurs, sans exception, au T3 2020 et qui minimise ainsi artificiellement la croissance sectorielle au T3 2021, d'autant plus que le nombre de création est élevé au T3 2020.

Au T3 2021, la dynamique entrepreneuriale, corrigée de l'effet crise, semble progresser à un « rythme normal » dans quatre secteurs : l'évolution observée est en effet comprise entre la fourchette haute et basse dans les services en direction des personnes, les activités de soutien aux entreprises, les activités scientifiques et techniques et l'information et communication.

À l'inverse, la reprise semble se poursuivre dans l'industrie ainsi que dans les activités financières et d'assurance et dans une moindre mesure dans le secteur des arts, spectacles et activités récréatives, où l'évolution observée est supérieure à la fourchette estimée « normale ». Ainsi, la création d'entreprise dans l'industrie a augmenté de + 2 % par rapport au T3 2020 alors qu'elle aurait dû être comprise entre - 6 % et - 12 %, après élimination des effets de bord de la crise sanitaire.

Dans les autres secteurs (mais aussi en France), où l'évolution observée se situe en-deçà de la fourchette, la dynamique entrepreneuriale est en phase d'ajustement au T3 2021, après avoir connu une forte reprise au T3 2020. C'est le cas (extrême) du transport et entreposage, où la création d'entreprise observée a baissé de - 18 % au T3 2021 alors que l'évolution corrigée se situerait entre + 12 % et + 17 %.

Évolutions de la création d'entreprise observée et corrigée de l'effet de base par secteur, T3 2021



Lecture : la création d'entreprise dans l'industrie a augmenté de + 2 % au T3 2021 par rapport au T3 2020 (valeur observée intégrant l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut). Or, l'évolution corrigée de l'effet de base serait comprise entre - 6 % et - 12 %.

Champ : France entière ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Au T3 2021, la création d'entreprise observée (intégrant donc l'effet de base) a le plus fortement progressé par rapport au T3 2020 dans les activités d'édition de journaux, de post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision, ou de formation continue d'adultes.

Elle a surtout reculé dans les activités de médecine générale, dans le commerce de détail d'équipements automobiles ou dans les activités d'accueil de jeunes enfants.

Voir l'[Annexe 3](#) pour les 20 activités en nombre de créations d'entreprises.

Top 20 des activités en croissance/décroissance du nombre de créations d'entreprise, T3 2021

T3 2021 – Activités en croissance	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T3 2020-2021 %
5813Z-Édition de journaux	430	+ 877,3
5912Z-Post-production de films, de vidéo et de programmes de télévision	380	+ 245,5
8559A-Formation continue d'adultes	2 438	+ 204,0
8899A-Autre accueil ou accomp. sans hébergement d'enfants et d'adolescents	299	+ 147,1
8899B-Action sociale sans hébergement n.c.a.	827	+ 111,5
9604Z-Entretien corporel	1 508	+ 89,7
9002Z-Activités de soutien au spectacle vivant	610	+ 86,5
3299Z-Autres activités manufacturières n.c.a.	788	+ 79,1
6311Z-Traitement de données, hébergement et activités connexes	199	+ 77,7
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	2 818	+ 60,2
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	4 784	+ 59,1
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	10 725	+ 58,4
9524Z-Réparation de meubles et d'équipements du foyer	182	+ 56,9
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	2 136	+ 46,0
4729Z-Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	336	+ 44,8
7711A-Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	558	+ 41,6
4941B-Transports routiers de fret de proximité	774	+ 38,5
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	4 444	+ 34,0
8560Z-Activités de soutien à l'enseignement	440	+ 33,7
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	2 599	+ 31,5

T3 2021 – Activités en décroissance	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T3 2020-2021 %
8621Z-Activité des médecins généralistes	465	- 57,5
4532Z-Commerce de détail d'équipements automobiles	176	- 52,6
8891A-Accueil de jeunes enfants	287	- 52,2
4791A-Vente à distance sur catalogue général	2 638	- 47,0
4799A-Vente à domicile	269	- 44,9
4782Z-Comm. de détail de textiles, habillement etc. sur éventaires et marchés	536	- 44,4
4642Z-Commerce de gros d'habillement et de chaussures	395	- 39,4
5610C-Restauration de type rapide	3 981	- 38,3
8219Z-Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	721	- 37,2
7311Z-Activités des agences de publicité	582	- 33,3
5811Z-Édition de livres	226	- 33,3
8622C-Autres activités des médecins spécialistes	438	- 32,8
8690F-Activités de santé humaine non classées ailleurs	2 227	- 31,7
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	3 047	- 30,1
4329A-Travaux d'isolation	223	- 29,2
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	2 784	- 29,0
1813Z-Activités de pré-pressé	363	- 28,7
4120B-Construction d'autres bâtiments	216	- 27,5
8690D-Activités des infirmiers et des sages-femmes	1 749	- 27,4
5911A-Production de films et de programmes pour la télévision	451	- 25,3

Lecture : 465 entreprises ont été créées dans les activités de médecine générale au T3 2021 en France, le nombre en plus fort recul (- 57 %) par rapport au T3 de l'année 2020.

Note de lecture : la méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique. Une partie de ces évolutions est également liée à l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Attractivité régionale

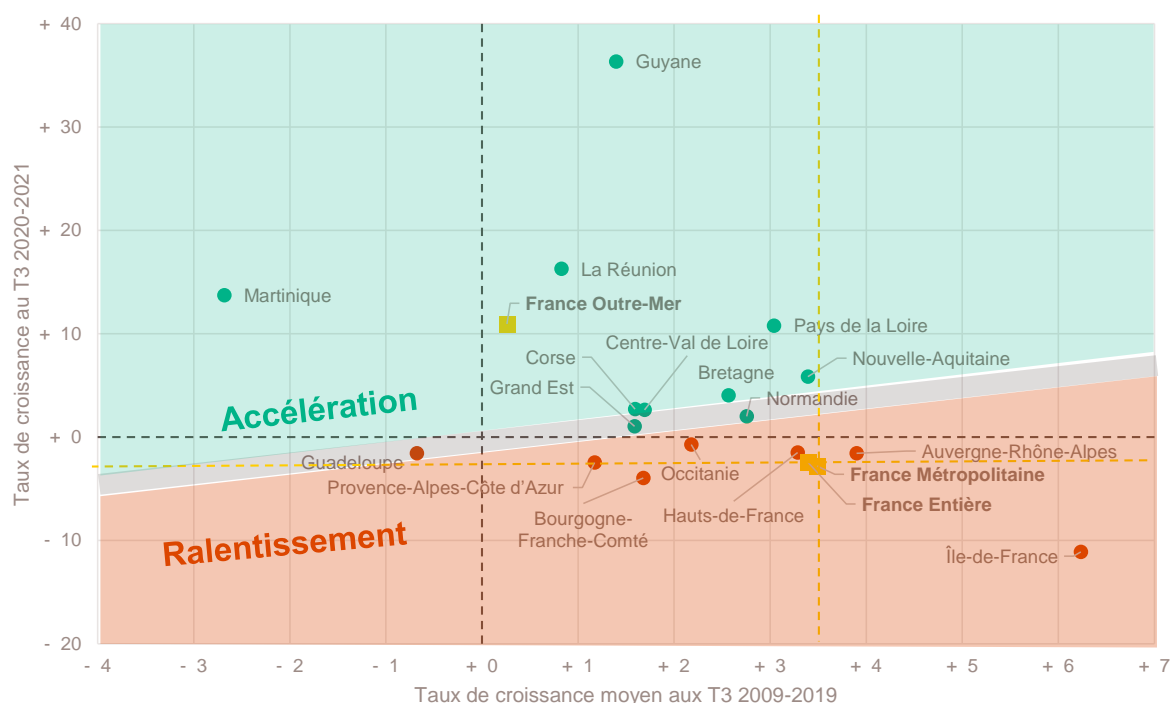
La **création d'entreprise observée au T3 2021 est en hausse dans dix régions** de France par rapport au T3 2020 (entre + 1 % dans le Grand Est et + 36 % en Guyane) et **en baisse dans sept régions** (entre - 1 % en Occitanie et - 11 % en Île-de-France).

Dans les régions où la création d'entreprise est en hausse, la dynamique entrepreneuriale est également en accélération par rapport à sa tendance de long terme, à l'exception du Grand Est et de la Normandie qui évoluent plus ou moins à un rythme proche de leur taux de croissance moyen des T3 2009-2019.

À l'inverse, **toutes les régions en baisse par rapport au T3 2020 sont également en ralentissement, à l'exception de la Guadeloupe** où la dynamique entrepreneuriale suit son cours de long terme. Ce recul est particulièrement vif en Île-de-France en comparaison d'une progression moyenne de longue période supérieure à + 6 %. Mais comme pour les transports, l'impact de l'effet de base minimise fortement l'évolution « réelle » (voir page suivante).

Voir l'[Annexe 4](#) pour le détail par région et département et l'[annexe 5](#) pour les contributions sectorielles à l'évolution de la création d'entreprises dans chaque région.

Évolution à court et à long termes de la création d'entreprise par région, T3 2021



Lecture : la création d'entreprise en Bourgogne-Franche-Comté a diminué de - 4 % au T3 2021 par rapport T3 2020, contre + 2 % en moyenne par an au cours des T3 d'avant-crise, entre 2009 et 2019. La création d'entreprise dans cette région est donc en baisse et en ralentissement au T3 2021.

Note de lecture : le graphique compare l'évolution du nombre de créations d'entreprises à court terme (entre les T3 2020 et 2021 ; en ordonnée) avec son évolution moyenne de long terme (aux T3 de la période 2009-2019 ; en abscisse). La ligne grise représente la zone où l'évolution en région se poursuit au même rythme sur les deux périodes. Ainsi, en dessous (au-dessus) de cette ligne, se situent les régions en ralentissement (accélération) au T3 2021 par rapport à leur tendance de long terme. Les axes en pointillé jaune permettent de situer l'évolution de la création d'entreprise de chaque région par rapport à la moyenne nationale. Une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut.

Champ : France entière (hors Mayotte), ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

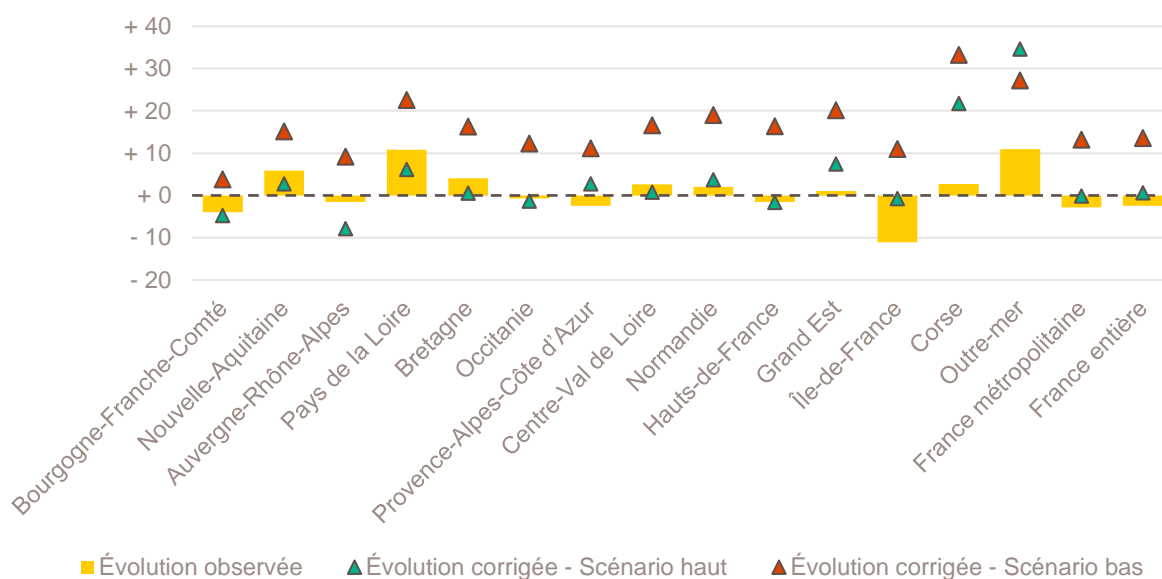
Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Comme pour les secteurs, ces évolutions régionales sont expliquées en partie par les perturbations des mois de juillet à septembre 2020 anormalement haut, toutes les régions, sans exception, ayant atteint un nombre de créations sans précédent sur ce troisième trimestre.

Au T3 2021, la dynamique entrepreneuriale semble progresser à un « rythme normal » dans toutes les régions de la Métropole, hormis cinq. En effet, l'évolution observée est comprise entre la fourchette haute et basse en Bourgogne-Franche-Comté, en Nouvelle-Aquitaine, en Auvergne-Rhône-Alpes, en Pays de la Loire, en Bretagne, en Occitanie, en Centre-Val de Loire et dans les Hauts-de-France.

Tandis qu'aucune région n'a été sur un rythme de création plus fort au T3 2021 que son *trend* normal corrigé (c'est-à-dire avec un taux de croissance du nombre de créations d'entreprises supérieur à la fourchette « normale »), **l'évolution de la création d'entreprise est inférieure à la fourchette d'évolution « normale » en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Normandie, dans le Grand Est, en Île-de-France et en Corse.** Le nombre de créations a, par exemple, diminué de - 11 % en région francilienne (après une croissance supérieure à + 25 % au T3 2020), alors que son évolution corrigée estimée se situe entre - 1 % et + 11 % pour ce trimestre.

Évolution de la création d'entreprise observée et corrigée de l'effet de base par région, T3 2021



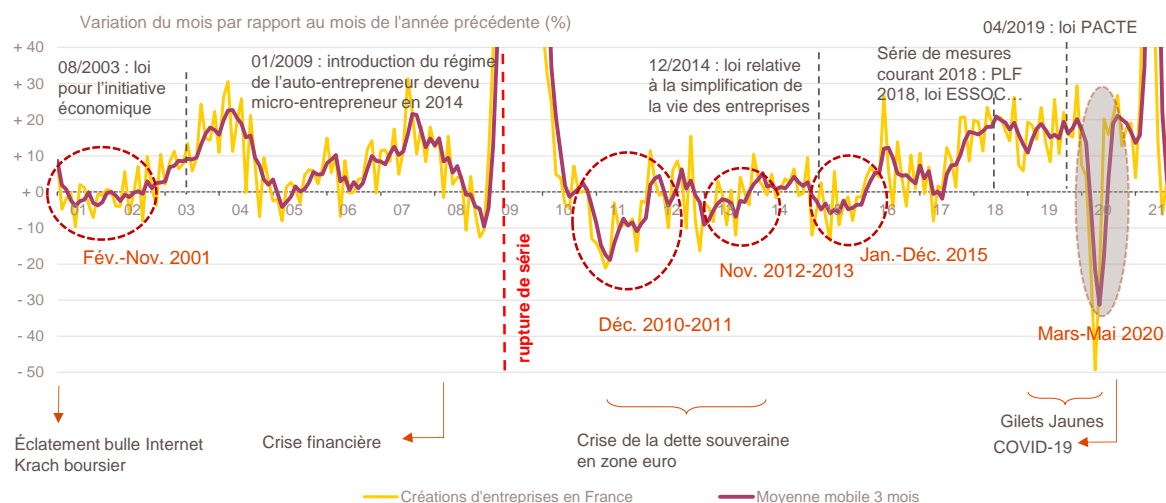
Lecture : la création d'entreprise en Bourgogne-Franche-Comté a diminué de - 4% au T3 2021 par rapport au T3 2020. Or, l'évolution corrigée de l'effet de base serait comprise entre - 5 % et + 4 %.

Champ : France entière (hors Mayotte), ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexes

Annexe 1 – Évolution de la création d'entreprise en France sur 20 ans, jan 2001-septembre 2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 2 – Création d'entreprise en France par secteur d'activité, T3 2021

T3 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution T3 2020-2021 %	TCAM T3 2009-2019 %	Contributions T3 2020-2021 (point de %)
Activités secondaires	28 702	59,7	- 4,8	+ 0,8	- 0,6
Industrie	9 668	70,2	+ 2,2	+ 3,3	+ 0,1
Construction	19 034	54,4	- 8,1	- 0,2	- 0,7
Activités de type commerce	57 061	62,6	- 7,0	- 0,1	- 1,9
Commerce de détail	16 964	56,6	- 14,6	- 3,0	- 1,3
Commerce de gros	7 040	54,4	- 22,3	+ 0,4	- 0,9
Commerce de bouche ^a	705	30,6	+ 12,1	+ 1,8	+ 0,0
Commerce et réparation automobiles	5 184	58,7	- 16,1	+ 5,2	- 0,4
Hébergement	1 231	34,8	+ 5,4	+ 6,3	+ 0,0
Restauration	6 797	33,3	- 30,6	+ 3,2	- 1,3
Services en direction des personnes	19 140	85,5	+ 30,7	+ 0,4	+ 2,0
Activités de type services	137 066	66,3	+ 0,1	+ 6,3	+ 0,1
Immobilier	9 806	37,9	+ 4,5	+ 8,0	+ 0,2
Transports et entreposage	23 679	82,5	- 18,2	+ 24,2	- 2,3
Activités scientifiques et techniques	37 054	71,0	+ 7,7	+ 5,1	+ 1,2
Activités de soutien aux entreprises	15 044	68,1	+ 7,9	+ 3,8	+ 0,5
Information et communication	12 263	70,0	+ 15,7	+ 3,1	+ 0,7
Enseignement	13 200	87,5	+ 17,2	+ 4,4	+ 0,8
Arts, spectacles et activités récréatives	7 897	62,7	- 8,9	+ 3,6	- 0,3
Santé humaine et action sociale ^b	12 139	42,0	- 16,8	+ 6,6	- 1,1
Activités financières et d'assurance	5 984	15,0	+ 17,9	+ 6,3	+ 0,4
Activités des sociétés holding	2 139	0,0	+ 24,7	+ 3,2	+ 0,2
Total France entière	222 829	64,5	- 2,4	+ 3,4	- 2,4

a. Ce secteur, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activités française, NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Note de lecture : une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 3 – Top 20 activités en nombre de créations d'entreprises, T3 2021

T3 2021	Nombre de créations d'entreprises	Évolution T3 2020-2021 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	18 618	- 23,4
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	15 433	+ 1,9
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	10 725	+ 58,4
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	5 888	+ 1,6
6831Z-Agences immobilières	5 133	- 9,6
7021Z-Conseil en relations publiques et communication	4 784	+ 59,1
8690E-Activités des professionnels de la rééduc., appareillage et pédi.-podo.	4 626	- 1,9
7410Z-Activités spécialisées de design	4 524	+ 27,1
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	4 444	+ 34,0
6201Z-Programmation informatique	4 148	+ 2,1
8559B-Autres enseignements	4 137	- 2,9
5610C-Restauration de type rapide	3 981	- 38,3
9602B-Soins de beauté	3 371	+ 9,3
8551Z-Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs	3 226	+ 24,8
4619B-Autres intermédiaires du commerce en produits divers	3 047	- 30,1
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	3 032	- 11,5
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	3 014	- 10,4
6202A-Conseil en systèmes et logiciels informatiques	2 818	+ 60,2
9329Z-Autres activités récréatives et de loisirs	2 784	- 29,0
4511Z-Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	2 740	- 18,5

Note de lecture : la méthodologie appliquée par l'Insee pour affecter un code APE à chaque création d'entreprise en fonction des informations sectorielles fournies par les CFE est susceptible d'être révisée en cours d'année, entraînant des reclassifications qui ne sont pas prises en compte de façon rétrospective. Ainsi, une proportion de la variation dans le temps du nombre de créations dans une activité peut être liée à cette révision méthodologique. Une partie de ces évolutions est aussi liée à l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 4 – Création d'entreprise en France par région et département, T3 2021

T3 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution T3 2020-2021 %	TCAM T3 2009-2019 %	Contributions T3 2020-2021 (pts. de %)
Auvergne-Rhône-Alpes	27 101	66,0	- 1,6	+ 3,9	- 0,2
01 - Ain	1 875	66,3	+ 4,6	+ 3,6	+ 0,3
03 - Allier	657	60,9	+ 11,4	- 0,3	+ 0,2
07 - Ardèche	960	72,0	+ 10,0	+ 1,9	+ 0,3
15 - Cantal	235	59,1	+ 8,3	- 1,7	+ 0,1
26 - Drôme	1 671	68,4	+ 4,0	+ 2,0	+ 0,2
38 - Isère	4 230	69,0	- 1,9	+ 3,3	- 0,3
42 - Loire	2 189	63,8	- 2,8	+ 5,1	- 0,2
43 - Haute-Loire	474	54,6	+ 4,6	+ 1,5	+ 0,1
63 - Puy-de-Dôme	1 662	60,0	- 3,4	+ 2,2	- 0,2
69 - Rhône	8 633	66,9	- 5,5	+ 6,3	- 1,8
73 - Savoie	1 616	63,4	- 0,9	+ 2,0	- 0,1
74 - Haute-Savoie	2 899	65,5	- 1,7	+ 3,3	- 0,2
Bourgogne-Franche-Comté	6 463	68,3	- 4,0	+ 1,7	- 0,1
21 - Côte-d'Or	1 497	69,9	- 4,7	+ 3,1	- 1,1
25 - Doubs	1 313	65,7	- 3,6	+ 2,0	- 0,7
39 - Jura	542	60,3	- 3,2	+ 1,1	- 0,3
58 - Nièvre	386	75,6	+ 1,6	- 0,4	+ 0,1
70 - Haute-Saône	428	65,4	- 5,3	- 0,1	- 0,4
71 - Saône-et-Loire	1 160	69,3	- 4,8	+ 2,0	- 0,9
89 - Yonne	796	72,5	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1
90 - Territoire-de-Belfort	341	67,2	- 14,1	+ 2,3	- 0,8
Bretagne	7 981	60,8	+ 4,0	+ 2,6	+ 0,1
22 - Côtes-d'Armor	1 185	60,7	+ 9,9	+ 1,5	+ 1,4
29 - Finistère	1 974	61,3	+ 0,9	+ 2,6	+ 0,2
35 - Ille-et-Vilaine	3 005	60,8	+ 3,7	+ 4,0	+ 1,4
56 - Morbihan	1 817	60,4	+ 4,5	+ 1,4	+ 1,0
Centre-Val de Loire	6 215	65,0	+ 2,6	+ 1,7	+ 0,1
18 - Cher	637	65,8	+ 9,8	+ 0,6	+ 0,9
28 - Eure-et-Loir	988	65,1	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,0
36 - Indre	425	67,1	+ 7,6	+ 1,9	+ 0,5
37 - Indre-et-Loire	1 764	63,8	+ 2,3	+ 3,3	+ 0,6
41 - Loir-et-Cher	692	62,4	- 7,1	+ 1,1	- 0,9
45 - Loiret	1 709	66,5	+ 5,1	+ 1,4	+ 1,4
Corse	1 286	59,6	+ 2,7	+ 1,6	+ 0,0
2A - Corse-du-Sud	704	61,4	+ 6,2	+ 2,3	+ 3,3
2B - Haute-corse	582	57,6	- 1,2	+ 0,8	- 0,6
Grand Est	13 718	66,7	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,1
08 - Ardennes	518	71,0	+ 7,2	- 0,5	+ 0,3
10 - Aube	727	61,3	- 1,0	+ 0,6	- 0,1
51 - Marne	1 654	69,6	+ 13,4	+ 3,9	+ 1,4
52 - Haute-Marne	290	56,9	+ 11,1	- 1,5	+ 0,2
54 - Meurthe-et-Moselle	1 814	69,0	+ 1,7	+ 1,4	+ 0,2
55 - Meuse	297	62,3	+ 12,1	- 1,6	+ 0,2
57 - Moselle	2 364	67,0	- 0,9	+ 1,0	- 0,2
67 - Bas-Rhin	3 336	65,9	- 3,0	+ 2,7	- 0,8
68 - Haut-Rhin	1 862	69,0	- 5,9	+ 1,3	- 0,9
88 - Vosges	856	60,7	+ 8,2	+ 0,8	+ 0,5
Hauts-de-France	13 970	66,4	- 1,5	+ 3,3	- 0,1
02 - Aisne	923	64,6	+ 7,5	+ 0,8	+ 0,5
59 - Nord	7 089	65,9	- 6,5	+ 4,2	- 3,5
60 - Oise	2 071	64,9	+ 12,3	+ 3,7	+ 1,6
62 - Pas-de-Calais	2 738	67,9	+ 3,2	+ 0,9	+ 0,6
80 - Somme	1 149	69,6	- 7,6	+ 5,7	- 0,7

Lecture : 27 101 entreprises ont vu le jour en Auvergne-Rhône-Alpes au T3 2021 (dont 66 % de micro-entrepreneurs), en baisse de - 2 % par rapport au T3 2020. La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de 0 point de pourcentage. Le département de l'Ain, avec 1 875 créations au T3 2021 et une évolution de + 5 % par rapport au T3 2020, contribue à hauteur de 0 point de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprises dans sa région administrative (Auvergne-Rhône-Alpes).

Note de lecture : une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

T3 2021	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution T3 2020-2021 %	TCAM T3 2009-2019 %	Contributions T3 2020-2021 (pts. de %)
Île-de-France	59 605	61,6	- 11,1	+ 6,2	- 3,3
75 - Paris	18 253	52,5	- 7,8	+ 5,6	- 2,3
77 - Seine-et-Marne	4 973	68,1	- 3,9	+ 4,4	- 0,3
78 - Yvelines	5 451	68,2	- 5,5	+ 5,4	- 0,5
91 - Essonne	4 475	66,4	- 17,5	+ 7,4	- 1,4
92 - Hauts-de-Seine	7 628	64,0	- 10,4	+ 6,2	- 1,3
93 - Seine-Saint-Denis	7 785	61,8	- 19,3	+ 7,8	- 2,8
94 - Val-de-Marne	6 028	67,5	- 15,4	+ 7,1	- 1,6
95 - Val-d'Oise	5 012	66,1	- 10,6	+ 7,3	- 0,9
Normandie	8 048	66,5	+ 2,0	+ 2,8	+ 0,1
14 - Calvados	2 028	67,3	+ 0,0	+ 3,0	+ 0,0
27 - Eure	1 413	66,6	+ 10,8	+ 2,3	+ 1,7
50 - Manche	903	61,7	- 0,8	+ 1,0	- 0,1
61 - Orne	579	66,0	+ 16,3	+ 1,7	+ 1,0
76 - Seine-Maritime	3 125	67,4	- 1,7	+ 3,6	- 0,7
Nouvelle-Aquitaine	19 400	68,7	+ 5,8	+ 3,4	+ 0,5
16 - Charente	855	67,7	- 1,8	+ 1,8	- 0,1
17 - Charente-Maritime	2 110	70,6	+ 9,3	+ 2,4	+ 1,0
19 - Corrèze	511	67,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 0,0
23 - Creuse	204	63,7	- 1,4	- 0,7	- 0,0
24 - Dordogne	1 124	70,2	- 5,1	+ 1,0	- 0,3
33 - Gironde	7 167	68,6	+ 5,7	+ 5,6	+ 2,1
40 - Landes	1 289	65,9	- 6,8	+ 3,0	- 0,5
47 - Lot-et-Garonne	910	70,2	+ 7,4	+ 1,2	+ 0,3
64 - Pyrénées-Atlantiques	2 471	69,7	+ 20,7	+ 3,8	+ 2,3
79 - Deux-Sèvres	698	66,9	+ 9,7	+ 1,4	+ 0,3
86 - Vienne	1 093	68,4	+ 7,6	+ 1,6	+ 0,4
87 - Haute-Vienne	968	68,1	+ 5,9	+ 3,3	+ 0,3
Occitanie	21 065	68,1	- 0,7	+ 2,2	- 0,1
09 - Ariège	449	75,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,0
11 - Aude	1 112	69,9	+ 2,2	+ 0,6	+ 0,1
12 - Aveyron	674	60,5	+ 3,7	+ 1,1	+ 0,1
30 - Gard	2 407	69,5	- 1,1	- 0,3	- 0,1
31 - Haute-Garonne	5 754	67,5	- 8,0	+ 5,3	- 2,4
32 - Gers	545	65,9	+ 0,7	- 0,2	+ 0,0
34 - Hérault	5 247	68,7	+ 4,3	+ 2,6	+ 1,0
46 - Lot	469	58,6	+ 5,2	+ 1,2	+ 0,1
48 - Lozère	162	55,6	+ 24,6	- 1,3	+ 0,2
65 - Hautes-Pyrénées	586	73,2	- 16,9	+ 1,7	- 0,6
66 - Pyrénées-Orientales	1 771	69,6	+ 10,0	+ 0,2	+ 0,8
81 - Tarn	1 111	66,8	- 5,2	+ 1,5	- 0,3
82 - Tarn-et-Garonne	778	67,9	+ 9,9	+ 1,3	+ 0,3
Pays de la Loire	9 760	63,8	+ 10,8	+ 3,0	+ 0,4
44 - Loire-Atlantique	4 496	65,5	+ 10,4	+ 4,1	+ 4,8
49 - Maine-et-Loire	1 989	64,2	+ 11,0	+ 3,1	+ 2,2
53 - Mayenne	629	60,9	+ 6,8	+ 2,8	+ 0,5
72 - Sarthe	1 050	60,2	+ 4,9	+ 0,8	+ 0,6
85 - Vendée	1 596	62,2	+ 17,9	+ 1,9	+ 2,7
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21 477	65,0	- 2,5	+ 1,2	- 0,2
04 - Alpes-de-Haute-Provence	469	69,1	+ 4,5	- 1,5	+ 0,1
05 - Hautes-Alpes	440	65,0	- 3,5	- 1,3	- 0,1
06 - Alpes-Maritimes	5 472	65,9	- 5,3	+ 0,5	- 1,4
13 - Bouches-du-Rhône	8 607	63,2	- 1,3	+ 3,0	- 0,5
83 - Var	4 282	65,4	- 2,6	- 0,1	- 0,5
84 - Vaucluse	2 207	68,2	- 0,5	+ 0,4	- 0,0
France métrop. hors Île-de-Franc	156 484	66,2	+ 0,8	+ 2,6	+ 5,5
France métropolitaine	216 089	64,9	- 2,8	+ 3,5	- 2,7
France d'outre-mer	6 740	51,0	+ 10,9	+ 0,3	+ 3,0
971 - Guadeloupe	1 555	47,6	- 1,6	- 0,7	- 0,1
972 - Martinique	1 161	45,8	+ 13,7	- 2,7	+ 0,6
973 - Guyane	743	50,6	+ 36,3	+ 1,4	+ 0,9
974 - La Réunion	2 822	59,2	+ 16,3	+ 0,8	+ 1,8
976 - Mayotte	459	25,7	- 8,6	+ 0,0	- 0,0
France entière	222 829	64,5	- 2,4	+ 3,4	- 2,4

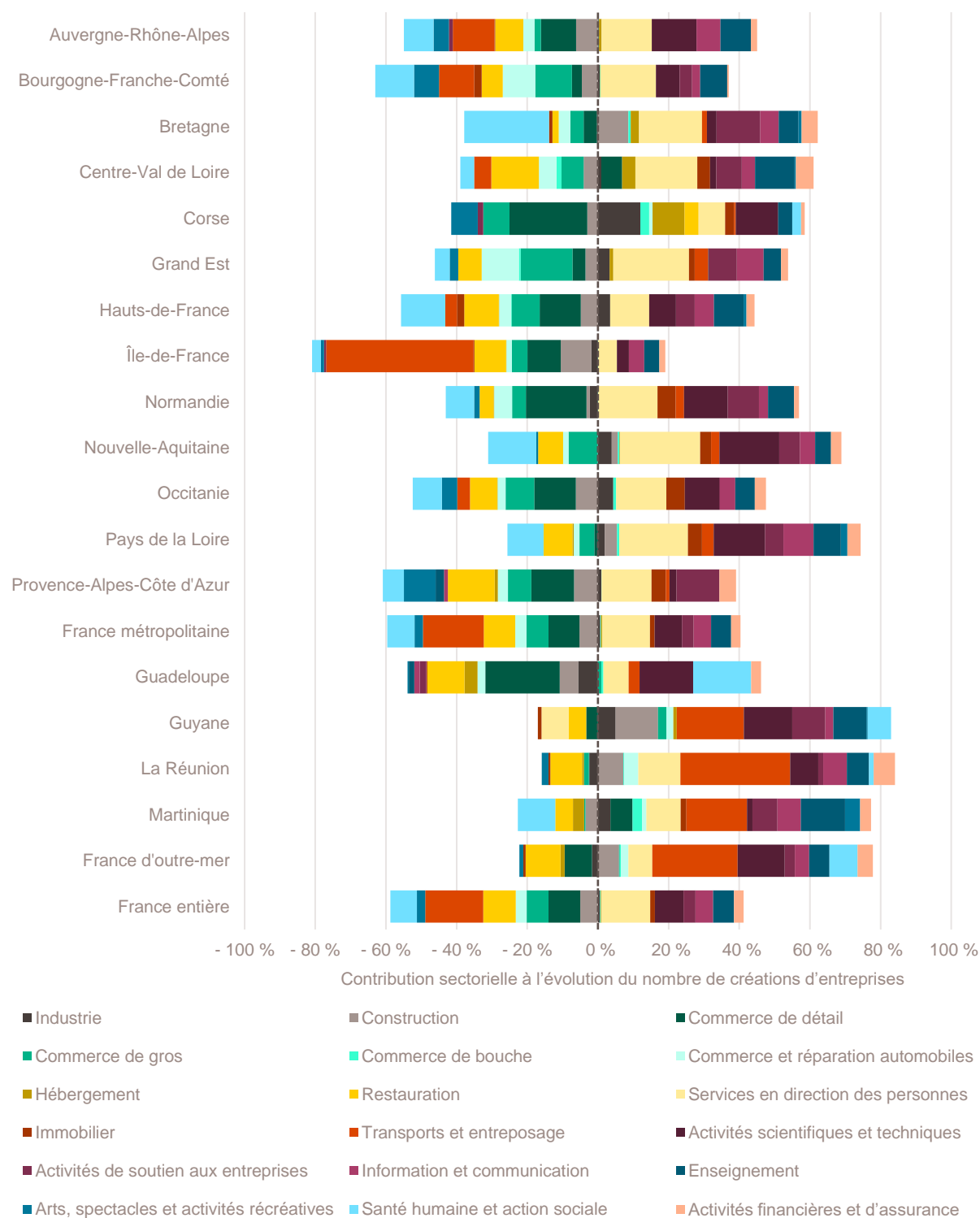
Lecture : 59 605 entreprises ont vu le jour en Île-de-France au T3 2021 (dont 62 % de micro-entrepreneurs), en baisse de - 1 % par rapport au T3 2020 (contre une évolution moyenne de + 6 % aux T3 entre 2009 et 2020). La contribution de la région à la croissance du nombre de créations d'entreprises en France est de - 3 points de pourcentage. Le département de Paris, avec 18 253 créations au T3 2021 et une évolution de - 8 % par rapport au T3 2020, contribue à hauteur de - 2 points de pourcentage à l'évolution de la création d'entreprises dans sa région administrative (Île-de-France).

Note de lecture : une partie de ces évolutions est liée à l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut.

Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Annexe 5 – Contribution sectorielle à l'évolution de la création d'entreprise régionale, T3 2021



Champ : France entière, ensemble des activités marchandes non agricoles (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) issues du répertoire des entreprises et des établissements (REE) de la base de données Sirene administrée par l'Insee.

➔ Pour les données corrigées, voir le [site de l'Insee](#).

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intègrent au fur et à mesure ces révisions.

Les résultats statistiques présentés portent sur l'ensemble des activités marchandes non agricoles, autrement dit, sur les activités de l'industrie, du commerce et des services. Sauf mention particulière, ils concernent la France entière.

Calculs

Le **taux de croissance annuel moyen** (TCAM) par année permet de calculer un taux d'évolution moyen sur une durée de n années. Il est utilisé, ici, non pas sur une année civile, mais sur les trimestres concernés des années étudiées. Il est calculé sur la période 2009-2019 (et non 2009-2020), de façon à conserver un repère sur la dynamique entrepreneuriale d'avant-crise.

Pour obtenir les **évolutions corrigées de l'effet de base d'un second semestre 2020 anormalement haut** (comme s'il n'y avait pas eu de crise), la création d'entreprise est projetée en valeur pour le trimestre concerné par lissage exponentiel. L'utilisation de cette valeur théorique du nombre de créations d'entreprises par mois, non affectée par la pandémie, permet d'obtenir une estimation de l'évolution « réelle » de la dynamique entrepreneuriale au T3 2021 puisqu'elle est corrigée de l'effet de base.

La **contribution d'une composante à la croissance d'un agrégat** se calcule par la différence entre la valeur d'arrivée et la valeur de départ de la composante, rapportée à la valeur de départ de l'agrégat. Elle permet de mesurer la contribution de chaque composante dans la variation de l'agrégat en point de pourcentage ou en pourcentage.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Dans le cas des micro-entrepreneurs, les créations ne peuvent être dénombrées au sens du concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. De plus, certaines immatriculations ne seront pas validées par l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), comme les personnes relevant de la mutualité sociale agricole ou de professions réglementées qui n'ont pas le droit d'être micro-entrepreneur.

Depuis le 19 décembre 2014, le terme de **micro-entrepreneur** requalifie le régime de l'auto-entrepreneur mis en place au 1^{er} janvier 2009, et de nouvelles dispositions s'appliquent, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014. Sont ainsi définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié. Il ne faut donc pas les confondre avec la catégorie des microentreprises définie par la loi de modernisation de l'économie (LME) de 2008.

➔ Pour en savoir plus, voir la rubrique sur le [régime du micro-entrepreneur](#) sur le site de Bpifrance Création.

Le périmètre des **entreprises classiques** exclut les micro-entrepreneurs.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique [mise en ligne](#) le 15/12/2021.

ISSN en cours.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. *La création d'entreprise en France, éléments clés du 3^e trimestre 2021*. Bpifrance Création, décembre 2021 ».

Contact : utilisez le [formulaire de contact](#) sur le site de Bpifrance Création.